



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/GC.22/8
19 décembre 2002

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

**Vingt-deuxième session du Conseil d'administration/
Forum ministériel mondial sur l'environnement**
Nairobi, 3-7 février 2003
Points 4 b) et 6 de l'ordre du jour provisoire*

**Questions de politique générale : Nouvelles questions de politique générale
Résultats du Sommet mondial pour le développement durable**

**DOCUMENT DE BASE POUR LES CONSULTATIONS AU NIVEAU MINISTERIEL : MISE EN
OEUVRE AU NIVEAU REGIONAL DES RESULTATS DU
SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Document de discussion présenté par le Directeur exécutif

Résumé

Le présent document est destiné à stimuler le débat et recenser les sujets de préoccupation des gouvernements qui seront examinés par les ministres et chefs de délégation lors des consultations qu'ils tiendront de niveau ministériel à la vingt-deuxième session du Conseil d'administration/ Forum ministériel mondial sur l'environnement.

* UNEP/GC.22/1

I. QUESTIONS DE FOND

1. Dans le contexte actuel de mondialisation accélérée, les rapports entre les changements économiques, la pauvreté et la dégradation de l'environnement n'ont pas encore été pleinement expliqués. Le fait que l'accroissement de la production mondiale, des échanges commerciaux et de la consommation est accompagné d'indices de pauvreté qui se détériorent et d'une dégradation de l'environnement a amené à réexaminer les hypothèses traditionnelles concernant la mondialisation et les réponses à donner à ces défis. Un rapport direct de cause à effet entre la dégradation de l'environnement et la mondialisation en tant que telles peut être difficile à identifier; on peut avancer cependant que les limitations que l'on rencontre pour intégrer et traiter les réalités régionales et locales dans l'élaboration des politiques et des stratégies mondiales de l'environnement réduisent l'efficacité de ces politiques et stratégies pour le développement durable.

2. Alors que les gouvernements tendent à former des groupements économiques régionaux le besoin se fait sentir, dans le système des Nations Unies, de développer de nouvelles approches et de nouveaux mécanismes en vue de réaliser le développement durable. L'expérience passée a démontré que se concentrer davantage sur le niveau local et régional est crucial pour l'appropriation et le développement réussi de stratégies durables de subsistance. Dans beaucoup de contextes locaux et régionaux, des arrangements de gouvernance et des initiatives de développement durable adaptés aux conditions locales émergent déjà et méritent attention et soutien. En même temps, la régionalisation peut favoriser le développement des capacités locales et fournir un environnement habilitant pour des initiatives locales de développement orientées vers la lutte contre la pauvreté et la réduction de la dégradation de l'environnement.

3. Avant le Sommet mondial pour le développement durable, la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (Doha, novembre 2001) et la Conférence internationale sur le financement du développement (Monterrey (Mexique), mars 2002), ont reconnu l'importance d'une focalisation sur le cadre régional pour stimuler le développement durable et l'intégration des pays en développement à l'économie mondiale. La septième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, tenue à Cartagena (Colombie) en février 2002, a également mis l'accent sur la nécessité de considérer la gouvernance environnementale selon une approche à niveaux multiples : international, régional, sous-régional et national. Cette session a lancé un appel au Programme de Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour qu'en coopération avec les organismes régionaux et sous-régionaux pertinents il appuie le renforcement de la gouvernance régionale de l'environnement afin d'améliorer la coordination, l'application, le renforcement des capacités et le transfert de technologies à l'appui d'initiatives régionales.

II. LE TRAVAIL DU PNUE DANS LES REGIONS

4. Comme cela apparaît dans le bulletin du Secrétaire général ST/SGB/1999/21, intitulé « Organisation du secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement », le PNUE a les tâches suivantes dans les régions : a) recueillir des informations et données pertinentes et sur cette base intégrer les perspectives régionales à l'élaboration des politiques et des programmes du PNUE; b) faire connaître dans les régions l'action menée par le PNUE à l'échelle mondiale et rallier à tous les niveaux un soutien à cette action; c) appliquer et compléter les volets pertinents des programmes mondiaux du PNUE en mettant sur pied, en coordonnant et en catalysant la coopération et l'action régionales et sous-régionales face aux problèmes environnementaux et aux éco-urgences; d) aider à élaborer des politiques et des programmes sur des questions environnementales qui se posent aux niveaux mondial et régional entre et dans les gouvernements d'une région; e) fournir des services consultatifs pour aider les gouvernements à traduire dans leur politique nationale les engagements pris au niveau mondial pour la

protection et l'amélioration de l'environnement; f) sensibiliser le public aux problèmes environnementaux et assurer la cohérence de l'action environnementale; g) promouvoir la coopération entre le PNUE et les organisations non gouvernementales et le secteur privé; et h) élargir le champ des partenaires du PNUE.

5. Le Conseil d'administration, par sa décision 20/39, intitulée « Fonctionnement des bureaux régionaux et mesures proposées pour renforcer la régionalisation et la décentralisation », a demandé au Directeur exécutif de « poursuivre la régionalisation et la décentralisation tout en conservant au siège du Programme à Nairobi son rôle de coordonnateur. » En réponse à cette décision, le Directeur exécutif a pris et continuera à prendre des mesures pour renforcer la régionalisation des activités du PNUE et pour consolider son cadre institutionnel dans les régions.

6. Les bureaux régionaux ont eu un rôle pionnier important dans l'identification, la définition, l'élaboration et l'application de stratégies et de politiques régionales qui font partie intégrante de la vision globale du PNUE et de son mandat. Les liens et les réseaux des bureaux régionaux permettent au PNUE de mieux comprendre les priorités régionales et nationales, ce qui en retour aide à déterminer la conception des programmes du PNUE. Leur rôle dans l'élaboration et l'exécution des programmes de travail du PNUE et dans la coordination du processus préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable s'est révélé de plus en plus important. L'exécution du PNUE au plan régional a également été renforcée par son importance et sa participation croissantes dans l'application d'accords multilatéraux sur l'environnement, dans le contexte du Fonds pour l'environnement mondial et d'autres institutions de financement.

7. Ces dernières années, le PNUE a œuvré pour renforcer le dialogue de politique générale et la coopération au niveau régional, en vue d'intégrer au maximum les préoccupations mondiales de politique environnementale aux priorités et aux questions émergentes aux niveaux régional et sous-régional. Ce faisant, l'attention voulue a été accordée à la nécessité de faire de la gestion environnementale une partie intégrante du débat plus large sur le développement durable. Le rôle des forums ministériels régionaux et sous-régionaux et le travail des bureaux régionaux en relation avec ces forums établissent un lien important entre la politique générale et l'élaboration des programmes du PNUE et les préoccupations réelles dans les régions.

8. En même temps, et s'appuyant sur la résolution 53/242 de l'Assemblée générale, du 28 juillet 1999, le PNUE a également encouragé le caractère régional du processus de son Conseil d'administration. Tous les deux ans le Forum ministériel mondial sur l'environnement inscrit des questions régionales en bonne place dans son ordre du jour, et le lieu de ses sessions se déplace d'une région à une autre (Malmö (Suède) en 1999 et Cartagena (Colombie) en 2001).

III. PLAN D'APPLICATION DU SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

A. Mandat pour la régionalisation

9. La Déclaration de Johannesburg¹ sur le développement durable adoptée lors du Sommet mondial pour le développement durable appuie « la formation d'alliances et de groupements régionaux plus puissants, tels que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, visant à promouvoir la coopération régionale, à améliorer la coopération internationale et à soutenir le développement durable » (par. 23). Le Plan d'application du Sommet mondial² est fortement axé sur les initiatives, les expériences et le cadre institutionnel au niveau régional. Il reconnaît l'importance de l'action régionale, sous-régionale et transrégionale pour promouvoir le développement durable. Enfin, il lance un appel pour un soutien au développement, à l'encouragement et à l'application de stratégies et de plans d'action

régionaux pour le développement durable, reflétant des priorités nationales et régionales. Le Plan d'application met en relief la spécificité, les priorités et l'action régionales, dans tout son texte. Les chapitres suivants sont particulièrement consacrés à la dimension régionale de l'application : VIII (Développement durable de l'Afrique); IX (Autres initiatives régionales); et section 6 (Renforcement des mécanismes institutionnels du développement durable à l'échelon régional) du chapitre X (Cadre institutionnel du développement durable). Les paragraphes pertinents de la Déclaration de Johannesburg et du Plan d'application sont repris dans le document UNEP/GC.22/INF/34.

B. Partenariats

10. Le 30 août 2002, une session plénière organisée en partenariat a été consacrée à la mise en œuvre régionale pendant le Sommet mondial pour le développement durable³. A cette occasion, il a été réaffirmé et souligné que les « mesures prises aux plans régional et sous-régional jettent un pont entre les réalités nationales et les priorités mondiales, tout en permettant d'aborder des problèmes de préoccupation commune et de défendre des intérêts partagés liés à la proximité géographique, à l'homogénéité relative et à l'histoire partagée ». Il a été également déclaré que « les commissions régionales et d'autres institutions régionales jouissent d'un avantage stratégique dans l'exercice de plusieurs fonctions, en particulier : a) en encourageant les partenariats régionaux et la coopération régionale grâce à des partenariats interdisciplinaires et intersectoriels; b) en organisant des dialogues entre secteurs et parties prenantes multiples au niveau régional, en particulier dans le cadre de la préparation de négociations et de conventions mondiales; c) en servant de centres de réflexion et en analysant des problèmes transfrontaliers en matière d'environnement et de développement durable; d) en appuyant les efforts de création de capacités et les échanges d'informations au niveau régional; e) en assurant le suivi et l'évaluation des progrès accomplis, y compris le suivi des résultats du Sommet. »

11. Lors du Sommet mondial, une série de partenariats a été conclue dans lesquels le PNUE joue aujourd'hui un rôle majeur, comme les initiatives de l'Union européenne « L'eau pour la vie », entreprises avec l'Afrique et les Etats nouvellement indépendants, le Partenariat sur la forêt du bassin du Congo, l'Initiative de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le développement durable, l'Initiative de l'eau pour les villes asiatiques, l'Initiative sur la santé et l'environnement et l'Initiative « de l'eau blanche vers l'eau bleue ».

IV. IMPACT DU SOMMET MONDIAL SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE : MANDAT POUR LA REGIONALISATION

12. Au cours du Sommet mondial et après le Sommet, il est devenu clair que la portée principale et l'envergure de son suivi résident dans le développement et l'application de partenariats aux niveaux régional et sous-régional. Le PNUE a collaboré étroitement à la création et au travail de forums régionaux de ministres de l'environnement, et dans certaines régions il les a activement soutenus en fonctionnant comme secrétariat; ces forums peuvent et doivent jouer un grand rôle catalytique en établissant des alliances régionales pour mettre en œuvre des initiatives régionales. Le partenariat avec d'autres institutions et organisations régionales des Nations Unies a fait partie intégrante des résultats de la mission du PNUE. La coopération avec les commissions économiques a été le mieux illustrée dans le processus préparatoire du Sommet mondial, où des secrétariats conjoints ont été mis sur pied pour préparer les contributions, déclarations ou initiatives régionales. En même temps, et pour répondre davantage à l'accent mis par le Sommet mondial sur la focalisation régionale, le PNUE est en train de constituer des alliances régionales d'organismes des Nations Unies, d'institutions intergouvernementales régionales, y compris les conseils ministériels des conventions sur les mers régionales, les banques régionales de développement, la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes importantes. Les efforts récents comprennent aussi des partenariats avec des parlementaires et des magistrats.

13. Dans le cadre de la stratégie du PNUE visant à encourager l'association de la société civile, l'implication d'organisations de la société civile dans le travail du PNUE au niveau régional sera renforcée. Des bureaux régionaux et de terrain constitueront la « ligne de front » de l'application de la stratégie d'association de la société civile du PNUE. Les bureaux régionaux joueront un rôle de pointe en encourageant l'engagement programmatique et ils aideront le PNUE à faire passer son message aux milieux d'affaires et à l'industrie. Ils identifieront également des partenaires appropriés de la société civile et organiseront des consultations périodiques avec eux, afin de favoriser des structures régionales de réseaux. En particulier, les bureaux régionaux joueront un rôle clé en facilitant la participation des organisations de la société civile au Forum mondial de la société civile, tenu parallèlement aux sessions du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, afin d'assurer une représentation équilibrée de toutes les régions, notamment aux niveaux local et national. A cette fin, la stratégie du PNUE à l'égard de la société civile envisage d'apporter un soutien croissant à la convocation de forums sous-régionaux et régionaux à l'intention de parties prenantes multiples, sur le modèle du processus préparatoire du Sommet mondial. Ces processus régionaux désigneraient des représentants au Forum mondial de la société civile, en tenant compte des sujets qui seront discutés, l'objectif étant d'examiner tous les points de vue présentés et d'en tirer parti.

14. Le programme de travail du PNUE proposé pour 2004-2005 comprend des activités identifiées comme entrant dans l'exécution du Plan d'application du Sommet mondial. Ces activités procèdent du travail en cours avec des forums ministériels régionaux et visent à consolider la participation du PNUE à l'élaboration et à l'application d'initiatives régionales, comme celles mentionnées dans les alinéas suivants et détaillées dans les annexes régionales au présent rapport :

a) Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), adopté récemment par les chefs d'Etat africains, est désormais un cadre très important pour le développement de la région. Une des principales composantes du NPDA est son initiative pour l'environnement, à l'élaboration de laquelle le PNUE participe (voir le document UNEP/GC.22/8/Add.1);

b) L'Initiative de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le développement durable a été formulée en tant qu'élément du processus préparatoire de la région au Sommet mondial. Elle a été ensuite approuvée à Johannesburg par les ministres de la région. Le PNUE participe avec le Forum des ministres de l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes à l'application de cette initiative;

c) Le PNUE travaille étroitement avec la Ligue des Etats arabes pour identifier le mécanisme d'application le plus approprié de l'Initiative arabe pour le développement durable élaborée au cours du processus préparatoire du Sommet mondial;

d) Aux Amériques, le PNUE explore un certain nombre de nouvelles initiatives pour renforcer sa coopération avec les organisations régionales, la société civile et le secteur privé, de manière à accroître ses activités de collaboration et à encourager la contribution de la région aux programmes du PNUE dans toutes les régions. Le PNUE a notamment soutenu l'organisation d'une réunion des ministres de la santé et de l'environnement des Amériques, qui élabore un plan de travail devant prendre en compte les résultats du Sommet mondial;

e) En Europe, le PNUE est un partenaire qui participe à divers forums et processus ministériels régionaux ou leur fournit des services, notamment au processus de l'Environnement pour l'Europe et à ses organes constitutifs. Une présence plus forte du PNUE dans la région aidera à assurer une intégration appropriée de la dimension mondiale aux débats de la prochaine Conférence sur l'environnement pour l'Europe qui se tiendra à Kiev en mai 2003, et traitera des voies et moyens de consolider les structures de gouvernance environnementale dans la région;

f) En Asie et dans le Pacifique, le PNUE continuera à participer aux forums ministériels pertinents et à leur apporter son soutien, aux niveaux régional et sous-régional, notamment aux forums de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), au Programme coopératif de l'Asie du Sud pour l'environnement (SACEP), à l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et au Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (SPREP).

15. L'exécution au plan régional a été un élément clé dans la collaboration entre divisions du PNUE pour l'élaboration des programmes de travail biennaux actuels et futurs. Une intégration plus étroite du travail des divisions organiques et des bureaux régionaux a été réalisée, de manière à faire correspondre plus étroitement l'exécution des programmes aux priorités régionales.

Points à discuter

16. Il faut des orientations du Conseil d'administration pour renforcer les capacités en vue d'une réaction, d'une efficacité et d'une efficience accrues, ainsi que d'une complémentarité accrue à l'appui des objectifs communs du PNUE et de ses stratégies convenues, pour concrétiser une plus grande focalisation régionale découlant des réunions de Cartagena et de Johannesburg. La portée géographique régionale de la promotion, de la prise de conscience, de l'élaboration de politiques et de stratégies, de l'exécution des programmes, du renforcement des capacités, de l'évaluation et des interventions face aux urgences nécessite plus de flexibilité, une décentralisation et une intégration du travail des divisions organiques et de la Division de la coopération et de la représentation régionales.

17. Des projets d'annexes régionales décrivant en détail le travail du PNUE dans chaque région, au-delà du programme de travail des divers bureaux régionaux, ont été rédigés conjointement avec l'ensemble du programme de travail et du budget du PNUE et sont joints au présent document. L'expérience et l'impact de l'exécution régionale bénéficieront d'une attention adéquate dans les rapports trimestriels et biennaux du PNUE.

18. Une gouvernance régionale plus forte doit se refléter dans des mécanismes qui permettent aux institutions régionales de travailler efficacement pour relier les réalités nationales aux priorités et aux politiques mondiales. Dans ce contexte, un déplacement vers la régionalisation du processus du Conseil d'administration (préparatifs et suivi) est nécessaire pour compléter et soutenir cette direction d'action, et pour renforcer et faciliter l'échange au niveau des politiques entre le niveau régional et le niveau mondial. Les principales composantes proposées pour ce processus sont les suivantes : un rôle plus significatif des présidences des groupements régionaux et sous-régionaux; la reconnaissance du rôle central des bureaux régionaux dans les préparatifs des sessions du Conseil d'administration/ Forum ministériel mondial sur l'environnement, de manière à tirer avantage de leurs relations étroites avec les gouvernements et les partenaires non gouvernementaux dans les régions; et une révision de la structure des sessions du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement en faveur de la flexibilité, de l'efficacité et de la participation d'entités régionales.

19. Le mandat qui émerge de ce contexte crée une ouverture pour renforcer l'efficacité et l'impact du PNUE, afin de développer et d'exécuter son programme de travail. Muni d'un mandat renouvelé du Conseil d'administration et de ressources accrues, le PNUE sera en mesure de se concentrer sur les priorités régionales conformément au Plan d'application du Sommet mondial, telles qu'elles sont détaillées dans les annexes régionales jointes.

Questions

- 1) Les propositions du PNUE pour l'application des initiatives régionales et sous-régionales et des résultats du Sommet mondial pour le développement durable qui apparaissent dans les annexes régionales sont-elles conformes à vos attentes?
- 2) Le PNUE est de plus en plus associé à des initiatives aux niveaux régional et sous-régional. Comment cette évolution peut-elle contribuer à l'application du mandat du PNUE adopté à Cartagena pour le renforcement des capacités au niveau national?
- 3) A la lumière de son mandat, comment le PNUE peut-il accroître sa présence aux niveaux régional et sous-régional?
- 4) Quel rôle pourraient jouer des forums ministériels régionaux sur l'environnement dans la formulation et le suivi des politiques décidées par le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement?
- 5) Le PNUE collabore avec le secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) et les pays africains au développement de l'initiative pour l'environnement du Programme d'action du NPDA. A votre avis, quels sont les principaux domaines sur lesquels le PNUE devrait faire porter son appui lors de la phase d'application?

Recommandations/éléments de prise de décision

20. Les paragraphes suivants présentent des conclusions possibles du débat sur les questions discutées dans le présent rapport. Le Conseil d'administration a examiné le rapport du Directeur exécutif sur l'application régionale des résultats du Sommet mondial pour le développement durable (UNEP/GC.22/8). Au cours de son examen, le Conseil a pris en compte les conclusions et décisions de la septième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, les dispositions de la Déclaration de Johannesburg et les mesures connexes du Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable, le programme de travail du PNUE proposé pour 2004-2005, et d'autres documents pertinents soumis au Conseil.

21. A la suite de ses débats, le Conseil d'administration pourrait :

- Convenir que l'établissement et l'application de politiques mondiales de l'environnement dans un monde aujourd'hui en voie de mondialisation ne pourront être efficaces que si elles tiennent pleinement compte des priorités et spécificités régionales;
- Souligner le rôle crucial des bureaux régionaux du PNUE dans l'élaboration des politiques, l'intégration et l'exécution dans les régions, et prendre acte avec satisfaction de la proposition du Directeur exécutif, contenue dans le projet de programme de travail pour 2004-2005, tendant à accroître le budget et les capacités des bureaux régionaux;
- Convenir qu'il importe de renforcer la présence et la capacité régionales du PNUE, pour répondre de façon adéquate et opportune aux appels lancés en faveur d'une intégration accrue des politiques générales et d'une exécution renforcée du programme de travail du PNUE;

- Reconnaître l'importance de la préparation et de la soumission des annexes régionales au projet de programme de travail pour 2004-2005 au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa huitième session extraordinaire prévue en 2004. Ces annexes régionales devront contenir des rapports sur l'état d'avancement de l'application des priorités mondiales et les progrès faits pour promouvoir la coopération régionale afin de traiter les priorités régionales;
- Souligner l'importance de l'appui à l'élaboration et à l'application d'initiatives régionales et sous-régionales (comme l'Initiative de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le développement durable, le NPDA, l'Initiative arabe pour le développement durable et l'Initiative de l'Asie centrale);
- Convenir que les Etats membres doivent soutenir le travail du PNUE dans les régions et, lorsque cela est approprié, aider au renforcement des capacités et des ressources des bureaux régionaux;
- Convenir qu'il importe d'établir un environnement propice à la paix et la sécurité à tous les niveaux, notamment au niveau régional, comme condition préalable à la réalisation des objectifs du développement durable;
- Approuver les priorités à prendre en compte et à appliquer dans les régions, telles qu'elles sont proposées dans les annexes régionales au rapport du Directeur exécutif sur l'application régionale des résultats du Sommet mondial pour le développement durable (UNEP/GC.22/8) et élaborées dans le programme de travail proposé pour 2004-2005;
- Demander au Directeur exécutif d'établir et de renforcer des partenariats aux niveaux régional et sous-régional avec d'autres organismes des Nations Unies, des commissions régionales, des banques de développement et d'autres institutions, y compris des grands groupes de la société civile, en vue de renforcer l'efficacité de l'élaboration et de l'exécution du programme de travail du PNUE dans les régions.

Annexe régionale I

Afrique

Prière de se référer au document distinct sur l'Afrique rédigé à l'intention du Conseil d'administration sous la cote UNEP/GC.22/2/Add.4.

Annexe régionale II

Asie et Pacifique

Introduction

1. L'agenda de l'environnement en Asie et dans le Pacifique est conditionné par une croissance économique rapide et des conditions sociales difficiles. Dans cette région vivent plus de 60% de la population mondiale et 70% des pauvres. Elle représente plus de 40% de l'économie mondiale. Les sols, l'air, l'eau et la biodiversité sont affectés par la croissance économique rapide. Ces dernières années, la région a connu une évolution vers la consolidation et le renforcement de groupements politiques et économiques aux niveaux sous-régionaux. Les cinq sous-régions sont l'Asie centrale, l'Asie du Nord-Est, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique Sud. Les priorités de l'environnement émergent parmi les sujets traités dans ces groupements régionaux.

2. Le Sommet mondial pour le développement durable a donné plus de poids à l'environnement dans l'agenda du développement durable. Beaucoup de pays et de groupements sous-régionaux sont en train d'examiner les objectifs du développement du millénaire pour les mettre en œuvre. En partenariat avec les groupements régionaux, le renforcement des capacités pour l'application des questions environnementales au développement durable sera le grand défi à un moment où les gouvernements élaborent des stratégies de développement durable et de réduction de la pauvreté.

Suivi du Sommet mondial pour le développement durable : Soutien aux forums ministériels, à d'autres mécanismes institutionnels pertinents et à des initiatives régionales

3. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) continue de jouer un rôle clé dans le renforcement de mécanismes et d'initiatives au plan régional/sous régional. Le PNUE a accueilli le secrétariat pour les préparatifs au Sommet mondial pour le développement durable en partenariat avec la Banque asiatique de développement (BAD), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le PNUE a accueilli le Sommet mondial de la montagne à Bishkek en partenariat avec le Gouvernement du Kirghizistan, la FAO et d'autres acteurs clés de l'agenda pour la montagne. Le PNUE, conjointement avec la BAD et le PNUD, accueille tous les cinq ans la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique, que la CESAP convoque depuis 1985. La Conférence ministérielle de l'an 2000 a évalué l'état de l'environnement régional ainsi que des politiques de développement durable, et elle a conçu une approche stratégique pour traiter les questions environnementales cruciales de la région dans le nouveau millénaire. Les principaux résultats de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en 2000 ont été l'adoption du Programme d'action régional pour un développement écologiquement rationnel et durable pour 2001-2005, une déclaration ministérielle ainsi qu'un message régional adressé au Sommet mondial pour le développement durable.

4. Le PNUE a joué un rôle actif dans le processus préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable pour l'Asie et le Pacifique. Une équipe spéciale a été constituée avec les représentants de la BAD, de la CESAP, du PNUD et du PNUE pour accomplir le processus préparatoire du Sommet mondial dans la région. Un partenariat a été également institué avec des organismes intergouvernementaux de la région pour ce processus préparatoire. Le PNUE a servi de point focal et de secrétariat pour l'équipe spéciale.

5. La promotion de politiques de coopération régionale pour traiter de préoccupations transfrontalières et communes sur la base d'une évaluation scientifique est désormais une priorité. Le PNUE appuie actuellement un certain nombre d'initiatives : en Asie centrale le Plan d'action régional sur l'environnement;

en Asie du Nord-Est le Réseau sur les tempêtes de sable; en Asie orientale le réseau de surveillance des dépôts; en Asie du sud le projet sur les inondations provoquées par les lacs glaciaires et la Déclaration de Male sur le contrôle et la prévention de la pollution de l'air et de ses effets transfrontaliers probables; et en Asie du sud-est les projets sur la brume transfrontalière et les mers de la Chine du sud.

6. Au niveau sous-régional, le PNUE apporte un soutien aux institutions suivantes :

a) Association des nations de l'Asie du sud-est (ANASE) : Un mémorandum d'accord a été signé entre le PNUE et l'ANASE en janvier 2002, et une assistance est octroyée par le PNUE en vue de soutenir les groupes de travail de l'ANASE sur les accords multilatéraux sur l'environnement, le milieu côtier et marin et la biodiversité, ainsi que les activités des Hauts responsables de l'ANASE sur l'environnement en vue de l'application du Plan d'action stratégique de l'ANASE sur l'environnement pour 1999-2004. Le PNUE a appuyé l'élaboration d'un cadre juridique pour la prévention de la pollution due à la brume transfrontalière, du deuxième rapport sur l'état de l'environnement de l'ANASE (2000) et du Plan d'action pour l'éducation environnementale de l'ANASE pour 2000-2005. Les questions clés de la sous-région sont la déforestation et la perte de biodiversité, la pollution de l'air dans les villes, la fumée et la brume saisonnières, la dégradation des sols, la pollution de l'eau douce, l'urbanisation et l'élimination et la gestion des déchets, la dégradation du milieu côtier et marin et les catastrophes naturelles telles que les inondations;

b) Programme coopératif de l'Asie du sud pour l'environnement (SACEP) : Le PNUE a accordé son assistance à l'élaboration de la stratégie et du programme du SACEP, qui visent les domaines suivants : renforcement des capacités et consolidation institutionnelle; préservation et utilisation durable de la biodiversité; préservation et gestion des écosystèmes; information et évaluation environnementales; éducation et encouragement à la sensibilisation. Les priorités en Asie du sud sont la dégradation des ressources des sols, la pollution et la rareté de l'eau douce, la perte de biodiversité, la pollution de l'air atmosphérique et les changements climatiques, les catastrophes naturelles, l'urbanisation et la pauvreté;

c) Le Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (SPREP) : Le PNUE a signé un Mémorandum d'accord avec le SPREP en mars 2000. Le bureau régional du PNUE pour l'Asie et le Pacifique va associer étroitement le SPREP au renforcement des capacités des pays insulaires du Pacifique en matière de commerce et d'environnement. A cet égard, le Service des bureaux régionaux et de l'économie et du commerce organisera un forum de haut niveau sur le commerce et le développement durable en mai 2003, à Séoul, en assurant en particulier la participation de la sous-région du Pacifique. Les questions clés dans la sous-région du Pacifique sont les changements climatiques et l'élévation du niveau de la mer, la rareté et la dégradation de l'eau, la dégradation des sols, la déforestation et la perte de biodiversité, la dégradation du milieu marin et la vulnérabilité croissante aux catastrophes naturelles;

d) Le Programme sous-régional de coopération environnementale pour l'Asie du nord-est (NEASPEC) : Les trois domaines de priorité identifiés par le NEASPEC sont l'énergie et la pollution de l'air, la préservation de la nature et le renforcement des capacités. Plusieurs projets assistés par le PNUE sur l'énergie et la pollution de l'air, y compris des ateliers de formation, des projets de démonstration de technologies, des projets de surveillance et de collecte de données, ont été identifiés et mis en œuvre avec l'assistance financière de la BAD et d'autres partenaires. La priorité dans la sous-région sera accordée à la dégradation des sols, à la pollution atmosphérique, à la déforestation et à la perte de biodiversité, à la dégradation de la qualité de l'eau douce, à la dégradation du milieu marin et aux catastrophes naturelles;

e) Outre le NEASPEC, le PNUE a également appuyé d'autres forums sous-régionaux et y a participé, comme la Conférence sur la coopération environnementale pour l'Asie du nord-est et le Congrès sur l'environnement pour l'Asie et le Pacifique (ECO-Asia);

f) Le PNUE a aussi tissé des liens étroits avec les organismes sous-régionaux et il a visiblement renforcé son rôle et la reconnaissance dont il bénéficie au niveau sous-régional en aidant à l'élaboration et à l'application de plans d'action sous-régionaux.

7. Le PNUE entreprend actuellement une évaluation générale des objectifs et des repères pertinents indiqués dans le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable, et approuvés par les chefs de gouvernement. Le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique tient actuellement des consultations avec des organismes et partenaires sous-régionaux pour adapter les priorités mondiales identifiées dans le Plan d'application aux niveaux régional et sous-régional, conformément aux plans d'action régionaux et sous-régionaux convenus. Se fondant sur cette analyse, le PNUE a identifié provisoirement des projets et activités potentiels, qui pourraient être entrepris aux niveaux régional, sous-régional et national, conjointement avec d'autres parties prenantes en bénéficiant d'un soutien organique du siège du PNUE. A titre de priorité, une attention particulière est accordée aux domaines de l'eau et de l'assainissement, de l'énergie, de la santé, de l'agriculture et de la biodiversité.

8. Le PNUE mettra en œuvre son soutien et sa coopération dans les domaines susmentionnés grâce :

a) A des partenariats et à une coopération avec des organismes sous-régionaux comme la Fondation Hanns Seidel (éducation environnementale et gestion de l'environnement urbain), le secteur privé comme GAIAX Incorporated (éducation environnementale), des donateurs bilatéraux (Suède, projet de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'industrie en Asie et dans le Pacifique; Danemark, atelier sur les liens entre l'eau douce et la gestion côtière; Australie, consommation durable); la Consumer Unity and Trust Society (commerce et environnement); la BAD (production propre et désertification); l'Union mondiale pour la conservation de la nature (UICN) (projets du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), éducation environnementale); et la CESAP (sur la base du mémorandum d'accord signé en janvier 2002 pour entreprendre des activités conjointes).

b) A une collaboration interinstitutions : Groupe de travail thématique sur l'environnement et le développement et divers domaines de coopération entre le PNUE et un certain nombre d'autres institutions des Nations Unies, comme la FAO, l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), l'Université des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), etc. Au niveau national, beaucoup de pays examinent actuellement les engagements qui ont été pris. Ces engagements comprennent : des accords multilatéraux sur l'environnement, les objectifs du développement du millénaire et le Plan d'application du Sommet mondial. Beaucoup de pays ont demandé l'assistance du PNUE afin de renforcer leurs capacités pour remplir ces engagements. Le PNUE, conjointement avec les groupements sous-régionaux, aura besoin de renforcer des partenariats avec la BAD, les coordonnateurs résidents des Nations Unies, les groupes de la société civile, l'UICN, le Fonds mondial pour la nature (WWF) et des institutions bilatérales dans ces efforts de renforcement des capacités.

Annexe régionale III

Amérique latine et Caraïbes

Introduction

1. L'Initiative de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le développement durable a été approuvée par le Forum des ministres de l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes à sa première réunion extraordinaire, tenue à Johannesburg (Afrique du sud) le 31 août 2002, en marge du Sommet mondial pour le développement durable. Cette initiative a été incorporée au Plan d'application du Sommet mondial avec d'autres initiatives régionales.
2. Des dispositions institutionnelles, ainsi que les mécanismes nécessaires à l'application de l'Initiative font actuellement l'objet de discussions d'experts nationaux et de représentants du Comité technique interinstitutions, comprenant le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEALC), la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID), et seront soumis pour approbation aux ministres à la prochaine réunion du Forum.
3. Des progrès ont été réalisés dans certaines composantes de l'Initiative. Deux de ces composantes sont l'utilisation croissante de l'énergie renouvelable dans la région et l'accès aux ressources génétiques et le partage équitable de leurs avantages. Le Forum des ministres de la région a pris des contacts avec l'Union européenne et a tenu des consultations techniques sur l'harmonisation des objectifs, une approche commune dans les forums internationaux et un programme d'action commun, entre autres efforts de collaboration. D'autre part, un échange d'expériences et d'informations juridiques sur l'accès aux ressources génétiques, aux connaissances traditionnelles et aux droits de propriété intellectuelle dans des pays ayant des vues semblables en matière de biodiversité est prévu pour proposer des directives d'action future dans le cadre de l'Initiative.

Suivi du Sommet mondial pour le développement durable : Soutien aux forums ministériels, à d'autres mécanismes institutionnels pertinents et aux initiatives régionales

4. Le PNUE agit comme secrétariat du Forum des ministres de l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui prend des décisions sur des préoccupations communes et des priorités partagées. Les priorités environnementales sont incorporées à son plan de travail et prises en compte dans l'élaboration des politiques générales et des stratégies du PNUE.
5. Le PNUE coordonne le Comité technique interinstitutions (comprenant le PNUD, la CEALC, la Banque mondiale et la BID). Ce mécanisme institutionnel de coordination interinstitutions pour la prise de décision ajoute aux efforts faits pour attribuer les ressources techniques et financières disponibles en harmonie avec l'agenda régional de l'environnement. Il est prévu que le PNUE fournira un soutien de secrétariat et des services consultatifs dans la phase d'application de l'Initiative de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le développement durable, en particulier dans ses composantes liées à l'environnement. On espère aussi qu'il pourra faciliter des liens avec des programmes développés par les commissions économiques régionales, d'autres organismes des Nations Unies et des partenaires. La capacité de mise en réseau du PNUE avec les organisations sous-régionales, la société civile et les milieux académiques est perçue comme un atout pour les phases suivantes.
6. A l'appui de cette initiative, le PNUE se concentrera sur les domaines suivants :

- a) Biodiversité : zones protégées, gestion intégrée des écosystèmes, accès aux ressources génétiques et partage des avantages;
- b) Gestion des bassins hydrographiques, sources terrestres de pollution, altération physique des zones côtières;
- c) Gestion de l'environnement urbain : pollution de l'eau, déchets solides;
- d) Vulnérabilité et alerte rapide, établissements humains et villes durables, en particulier préparation du projet pour les villes de l'Avenir de l'environnement mondial, concernant des villes sélectionnées de l'Amérique latine et des Caraïbes, et le Programme de sensibilisation et de préparation préalable aux urgences au niveau local (APPEL);
- e) Santé, environnement et pauvreté, en particulier maladies à vecteurs, pollution de l'air et produits chimiques;
- f) Energies renouvelables et production moins polluante, y compris la responsabilité des entreprises;
- g) Promotion de nouveaux modes de consommation et de production, y compris le soutien à l'objectif de 10% d'énergie renouvelable dans l'énergie totale utilisée dans la région d'ici 2010, ainsi qu'à l'établissement de centres de production moins polluante dans tous les pays de la région;
- h) Education environnementale et renforcement des capacités dans des domaines prioritaires comme le droit de l'environnement et la synergie entre conventions;
- i) Evaluation environnementale et indicateurs;
- j) Promotion de la participation de la société civile, de parlementaires, d'universitaires et d'autres groupes aux questions environnementales.

7. Les partenariats et les efforts de collaboration interinstitutions semblent être le meilleur moyen de réaliser les résultats escomptés, et le Comité technique interinstitutions créé dans le cadre du Forum de s ministres de l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes peut être considéré comme un modèle qui a réussi.

Annexe régionale IV

Amérique du nord

Introduction

1. Les Gouvernements du Canada et des Etats Unis d'Amérique œuvrent ensemble et de manière indépendante sur un large éventail de questions environnementales. La région est largement dotée de compétences, d'expérience et de ressources qui apportent un appui significatif au programme de travail mondial du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).
2. La région de l'Amérique du nord contribue aux programmes du PNUE, en donnant accès à l'expérience étendue des deux pays en matière d'élaboration de politiques environnementales en associant le secteur privé et la société civile, de respect et de mise en vigueur d'accords multilatéraux sur l'environnement de portée mondiale, de travail sur des initiatives industrielles volontaires, d'élaboration d'instruments économiques et de technologies de lutte contre la pollution, de participation du public à la prise de décision environnementale, et d'information et d'éducation environnementales.

Suivi du Sommet mondial pour le développement durable : Soutien aux forums ministériels, à d'autres mécanismes institutionnels pertinents et à des initiatives régionales

3. Le PNUE ne fournit pas un appui programmatique direct à la région de l'Amérique du nord comme il le fait à d'autres régions, mais il appelle l'attention des deux gouvernements nord-américains sur des questions et besoins critiques des autres régions et cherche à obtenir leur assistance et leurs contributions au travail d'autres régions.
4. Le Canada et les Etats Unis coopèrent au sein d'un certain nombre d'organisations internationales. Ils participent activement aux travaux de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU et d'un éventail d'organisations régionales et bilatérales, comme la Commission nord-américaine de coopération environnementale et la Commission internationale mixte. La Commission environnementale coopère avec le PNUE dans le cadre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et du programme de biodiversité et en matière de commerce et d'environnement. L'Amérique du nord est également l'emplacement des secrétariats, administrés par le PNUE, du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal et de la Convention sur la diversité biologique. La Base de données sur les ressources mondiales du PNUE (GRID) à Sioux Falls est également implantée en Amérique du nord, avec un soutien des gouvernements.
5. Le Bureau régional du PNUE pour l'Amérique du nord maintient également des contacts étroits avec le PNUE et lui transmet des informations et des analyses émanant d'un certain nombre d'institutions, en particulier d'organisations multilatérales comme le groupe de la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID), ainsi que d'organisations de la société civile et de centres de recherche comme l'Institut des ressources mondiales.
6. Le PNUE étudie, conjointement avec des organisations nord-américaines, un certain nombre de nouvelles initiatives pour renforcer sa coopération avec ces organisations et avec la société civile et le secteur privé, en vue de renforcer les activités de collaboration et la contribution de la région aux programmes du PNUE. Celles-ci comprennent : a) le suivi des partenariats nord-américains annoncés lors du Sommet mondial pour le développement durable, pour aider à identifier les progrès réalisés et à faciliter la contribution du PNUE; b) un effort régional entrepris avec un réseau d'universités pour promouvoir une initiative universitaire de l'Institut des ressources mondiales; c) une initiative du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin associant les Etats-Unis et un certain nombre de pays des

Caraïbes; d) un effort pour associer des sociétés du Canada et des Etats-Unis aux activités du PNUE sur les énergies renouvelables; e) un appui au travail de la Division de l'alerte rapide et l'évaluation et de la Base de données sur les ressources mondiales (GRID), détachée à Sioux Falls; et f) une collaboration avec plusieurs organisations régionales clés de la société civile pour identifier où le PNUE peut être associé plus fructueusement à leurs programmes. Des partenariats spécifiques du Sommet mondial sont le Réseau mondial sur l'énergie pour le développement durable, l'Initiative « de l'eau blanche à l'eau bleue », le Partenariat mondial sur les carburants et les véhicules pour un air plus propre, l'Initiative pour la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments et l'Initiative sur les indicateurs de santé environnementale pour les enfants.

Annexe régionale V

Région de l'Asie occidentale

Introduction

1. La Ligue des Etats arabes est le cadre politique général de la région arabe, et c'est par elle que la synergie nécessaire à la mise en place du développement durable peut être trouvée. La Ligue arabe est dotée de deux conseils qui traitent les trois piliers du développement durable :

a) Le Conseil économique et social, représenté au niveau des ministres de l'économie de chacun des 22 Etats membres, qui fait rapport au Conseil de la Ligue et est appuyé par un secrétariat technique;

b) Le Conseil des ministres arabes responsables de l'environnement (CMARE), représenté au niveau des ministres de l'environnement de chacun des 22 Etats membres, qui fait rapport au Conseil de la Ligue et est appuyé par un secrétariat technique.

2. Dans le cadre général du CMARE se situe le Comité mixte sur l'environnement et le développement de la région arabe, qui réunit tous les pays arabes, et qui est présidé par le président de la session du CMARE. Ses autres membres sont le PNUE, d'autres organisations régionales des Nations Unies et des organisations régionales et arabes travaillant dans le domaine de l'environnement et du développement, comme l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin et l'Organisation régionale pour la préservation de l'environnement de la mer Rouge et du golfe d'Aden. Le Comité mixte agit comme organe de discussion pour l'élaboration de programmes régionaux. Le secrétariat technique du CMARE et le Bureau régional du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour l'Asie occidentale fonctionnent actuellement comme secrétariat conjoint du Comité mixte.

3. La coopération entre le PNUE et le CMARE a été officiellement instaurée en 1986. Un appui est accordé grâce à l'établissement par le PNUE d'un Bureau de liaison avec la Ligue arabe, au Caire.

Suivi du Sommet mondial pour le développement durable : Soutien aux forums ministériels, à d'autres mécanismes institutionnels pertinents et à des initiatives régionales

4. Le PNUE collabore étroitement avec le secrétariat technique du CMARE pour définir et appliquer les priorités de la région. En 2001, afin de coordonner les préparatifs du Sommet mondial pour le développement durable dans la région, un secrétariat conjoint a été constitué, comprenant le secrétariat technique du CMARE, le PNUE et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Le mécanisme du secrétariat conjoint a prouvé son efficacité pour coordonner les préparatifs du Sommet mondial au plan régional, et il est proposé que ce mécanisme, étendu pour associer le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), soit maintenu pour appliquer des solutions de développement durable selon les priorités de la région.

5. L'Initiative arabe, élaborée au cours du processus préparatoire du Sommet mondial et approuvée par la Ligue des Etats arabes, sera utilisée comme schéma d'action pour réaliser le développement durable dans la région arabe. Les composantes clés de cette initiative sont la paix, la sécurité et la structure institutionnelle, l'éradication de la pauvreté, la population et la santé, l'éducation, la recherche et le transfert de technologies, la gestion des ressources, la production, et la consommation et le commerce. Le mécanisme proposé pour sa mise en œuvre est un conseil conjoint pour le développement durable dans la région arabe, réunissant les conseils de la Ligue et le CMARE, et un secrétariat composé des secrétariats techniques de la Ligue, du PNUE, de la CESAO et du PNUD.

6. Les centres d'intérêt pour 2003, développés suite aux conclusions du Sommet mondial, au programme relatif à l'eau et à l'assainissement, à l'énergie, à la santé, à l'agriculture et à la biodiversité (WEHAB) ainsi qu'à l'Initiative arabe, sont les suivants :

- a) Extension des programmes régionaux pour l'application des accords multilatéraux sur l'environnement (Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et leur élimination, Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction, etc.) en utilisant le modèle adopté par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CNULD) pour une approche régionale et une orientation technique continue des Etats membres participant aux conférences des Parties;
- b) Elaboration et application de programmes régionaux de gestion des ressources en eau, y compris une collaboration continue avec la CESAOC sur le partage équitable des ressources en eau, pour aborder à la fois la gestion des ressources en eau partagées et la gestion de la demande d'eau, l'efficacité et l'utilisation des eaux usées dans des applications pertinentes;
- c) Application continue du Programme d'action sous-régional en vertu de la CNULD et son développement ultérieur en utilisant un financement assuré par le Mécanisme mondial de la CNULD et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. La recherche de telles sources nouvelles de financement continuera dans la région, en particulier pour l'application du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres;
- d) Régionalisation du programme pour l'industrie, y compris une stratégie régionale pour la gestion des produits chimiques et des déchets, une stratégie régionale de production moins polluante et de consommation durable, une stratégie régionale de l'énergie, liée à l'initiative du programme WEHAB, la régionalisation des centres et moyens d'excellence s'occupant d'information et de technologie dans divers services et programmes sectoriels;
- e) Elaboration d'un programme sur le droit de l'environnement dans la région, suite à la signature récente d'un mémorandum d'accord avec le Centre du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et l'Université du Koweït pour exécuter une série d'activités de renforcement des capacités afin d'aider les Etats membres à élaborer, appliquer et faire respecter leurs politiques générales et leurs législations;
- f) Etablissement d'un centre régional pour l'information, l'évaluation et l'alerte rapide en matière d'environnement, grâce auquel l'évaluation des priorités environnementales sera menée, et qui fournira les données de référence grâce auxquelles des programmes et activités seront développés;
- g) Activités de renforcement des capacités dans tous les aspects du programme du PNUE en vue d'édifier des capacités dans la région pour l'application de solutions de développement durable aux priorités environnementales, en établissant des projets/activités associant toutes les parties prenantes, en particulier au niveau communautaire.

7. Les pays de l'Asie occidentale ont été particulièrement intéressés par les initiatives sur l'eau, les carburants propres et les montagnes pendant le Sommet mondial. Des efforts sont en cours pour organiser une rencontre des sociétés pétrolières travaillant dans la région en vue de les associer à l'Initiative sur des carburants et des véhicules propres. L'Union arabe pour la gestion des déchets, initiative pionnière entre des organisations non gouvernementales de la région, a été lancée en vue d'encourager des modèles durables de gestion de déchets solides dans la région.
8. En appliquant les aspects environnementaux de l'Initiative arabe, le PNUE apportera son soutien à des partenariats conjoints entre des groupes régionaux tels que les collectivités locales, les organismes de développement économique, les organisations communautaires, les représentants du monde des affaires et les établissements éducatifs.
9. La relation spéciale entre les Etats arabo-africains et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique doit s'intensifier encore pour créer une synergie et des liens entre les deux initiatives régionales.

Annexe régionale VI

Europe de l'ouest et de l'est, y compris les Etats nouvellement indépendants

Introduction

1. L'agenda environnemental en Europe est influencé par les développements du processus d'adhésion à l'Union européenne et par le processus paneuropéen plus large de l'Environnement pour l'Europe. Les décisions liées à l'élargissement de l'Union européenne renforcent et stimulent l'autorité et l'extension de l'action environnementales en application des politiques de l'Union, tout en augmentant la possibilité et le besoin de conclure des alliances et d'apporter un soutien aux pays de l'Europe centrale et orientale qui n'ont pas encore adhéré, ainsi qu'aux Etats nouvellement indépendants.
2. Ces développements coïncident avec l'examen du processus de l'Environnement pour l'Europe en préparation de la Conférence sur l'environnement pour l'Europe, prévue à Kiev en mai 2003. Cet examen pourrait conduire à une coopération et à une coordination renforcées entre institutions, activités et processus environnementaux dans une Europe élargie, mettant l'accent sur l'intégration des politiques générales et la coopération technique avec les pays de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale. Une stratégie est en cours d'élaboration à cet effet pour adoption à la Conférence de Kiev.
3. Les développements actuels concordent également avec les résultats du Sommet mondial pour le développement durable et avec l'appel qu'il a lancé pour une action et des partenariats au plan régional et sous-régional dans des domaines que la région et les sous-régions considèrent comme des préoccupations prioritaires. Les premiers exemples sont l'Initiative sur l'eau de l'Union européenne pour les Etats nouvellement indépendants et les initiatives pour développer des instruments/régimes juridiques régionaux ou sous-régionaux pour la protection et la gestion durable des régions montagneuses des Carpates, du Caucase et de l'Asie centrale. Les exemples comprennent en outre l'appel lancé par l'Europe orientale pour recevoir une assistance afin de traduire les engagements et politiques de portée mondiale, en particulier les dispositions de stratégies mondiales et d'accords multilatéraux sur l'environnement, en des réalités et en une action à l'échelon national et sous-régional.

Suivi du Sommet mondial pour le développement durable : Soutien à des forums ministériels, à d'autres mécanismes institutionnels pertinents et à des initiatives régionales

4. L'agenda et les activités du Programme de Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en Europe peuvent être vus et considérés comme entrant dans le processus du Sommet mondial. Ils consistent en premier lieu en des efforts de renforcement des liens avec l'Union européenne et ses institutions à Bruxelles, en vue d'optimiser l'analyse scientifique ainsi que l'interaction et l'appui des politiques générales à la fixation et à la concrétisation de priorités mondiales dans d'autres régions du monde. Il y a nécessité de renforcer ce travail de liaison pour l'évaluation, l'élaboration de politiques et la coopération technique du PNUE, et de continuer à renforcer davantage le bureau du PNUE à Bruxelles et la coopération avec l'Agence européenne de l'environnement et ses filiales. En outre, le bureau du PNUE à Genève maintient des liens étroits entre l'organisation et la Commission économique pour l'Europe (CEE) et d'autres organismes des Nations Unies concernés par le programme de travail global du PNUE. Le PNUE maintient également un bureau à Moscou, avec des fonctions de liaison.
5. Une deuxième sphère de concentration relie les capacités et l'expertise du PNUE aux initiatives et partenariats régionaux et sous-régionaux, en mettant un accent particulier sur des partenariats annoncés et conclus pendant le Sommet mondial pour le développement durable. En conséquence, le rôle et les activités du PNUE dans un certain nombre de domaines doivent être consolidés notamment dans :

a) L'élaboration et l'application de la stratégie de l'environnement pour l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie centrale, notamment l'Initiative sur l'eau de l'Union européenne pour les Etats nouvellement indépendants;

b) La formation de coalitions en réponse à une demande, conjointement avec ses partenaires, pour aider les pays de l'Europe orientale à mettre en application et à respecter les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement, régionaux et mondiaux;

c) La promotion et l'application de la stratégie et du plan d'action de 10 ans sur la consommation durable en Europe orientale;

d) La création et la réalisation, conjointement avec ses partenaires, d'une sensibilisation et d'une action pour promouvoir la sécurité environnementale;

e) L'élaboration et les services d'instruments et de programmes sous-régionaux pour la protection et la gestion durable des régions montagneuses, des masses d'eau et d'autres zones similaires.

6. L'intérêt du PNUE réside, en troisième lieu, dans le renforcement de son alliance avec des partenaires et processus européens pour améliorer l'efficacité et l'impact des structures et des préoccupations de gouvernance dans la région. Des propositions de groupement et de rationalisation des agendas et des réunions liés au processus de l'Environnement pour l'Europe, au processus de l'Environnement et de la Santé, à la Conférence ministérielle sur la protection de la forêt en Europe, et à d'autres processus connexes, doivent être appuyées et inclure des possibilités d'intégrer le programme et le travail mondial pour l'environnement et les priorités du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement.

7. Le Bureau régional pour l'Europe contribue activement à l'application d'un certain nombre de partenariats lancés au Sommet mondial. Pour citer un exemple, il a produit quatre documents de base sur la stratégie pour l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie centrale à titre de contribution au partenariat Est-Ouest, et continuera de participer à la poursuite de l'élaboration et de l'application de cette stratégie. Le Bureau régional appuie également l'Initiative sur l'eau de l'Union européenne pour les Etats nouvellement indépendants par des documents de base concernant les mers régionales, notamment sur les mesures juridiques et économiques prises pour la protection et la gestion durable de la mer Caspienne et de la mer Noire. Dans le cadre du Partenariat mondial de la montagne, le Bureau régional a aidé à organiser le Sommet mondial de la montagne à Bishkek en novembre 2002. Le Bureau régional aide également les pays des Carpates et du Caucase à élaborer des instruments appropriés pour la protection de ces montagnes, et continuera de participer à la poursuite de l'amélioration et de l'application de ces instruments. Dans le contexte de son programme de travail pour la période biennale actuelle et les périodes suivantes, le Bureau régional intensifiera ses activités liées à des initiatives et partenariats spécifiques lancés au Sommet mondial, notamment la proposition de stratégies à plus long terme pour la consommation durable, le renforcement des capacités et la formation à l'application d'accords multilatéraux sur l'environnement, et la contribution à une meilleure compréhension et au renforcement de la sécurité environnementale en Europe.

8. Une partie du débat sur la gouvernance concerne l'application des principes d'accès à l'information, de participation du public à la prise de décision et de l'accès à la justice en Europe. Le rôle et les activités du PNUE pour appuyer et renforcer ses réseaux de comités nationaux, son partenariat avec la société civile et le secteur privé, le travail qu'il fait pour établir et gérer en collaboration avec la CEE un système d'échange d'informations en vertu de la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public à la prise de décision et l'accès à la justice en matière d'environnement, et son travail de sensibilisation environnementale parmi les magistrats et le clergé méritent une attention et un soutien accrus.

¹ *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du sud), 26 août-4 septembre 2002* (Publication des Nations Unies, numéro de ventes F.03.II.A.1), chapitre I, résolution I, annexe.

² Idem, résolution 2, annexe.

³ Voir A/CONF.199/16/Add.3.
